



COMMUNE DE GROLLEY – ROUTE DE L'ÉGLISE 42 – 1772 GROLLEY
TRANSFORMATION ET AGRANDISSEMENT DU CERCLE SCOLAIRE DE LA COMMUNE DE GROLLEY

CAHIER DES CHARGES DÉTAILLÉ

CFC 29 PRESTATIONS D'ARCHITECTES EN TANT QUE PILOTE D'UN GROUPEMENT DE PROFESSIONNELS
COMPOSÉ ÉGALEMENT D'INGÉNIEUR CIVIL SPÉCIALISTE EN STRUCTURE PORTEUSE ET D'INGÉNIEURS
E-CV-MCR-S

APPEL D'OFFRES EN PROCÉDURE OUVERTE



À compléter par le concurrent

Nom du bureau responsable du groupement (pilote) : _____

Nom et prénom de la personne responsable du groupement : _____

Adresse complète : _____

Téléphone : _____ E-mail : _____

Date : _____ Signature(s)* : _____

*Tous les membres du groupement doivent signer le présent document. En signant le présent document, le concurrent s'engage également sur le contenu de toutes les annexes.

À compléter par l'adjudicateur

Dossier : ☐ Recevable ☐ Non recevable



TABLE DES MATIÈRES

1.	Synthèse	3
1.1.	Objet du mandat	3
1.2.	Type de procédure	3
1.3.	Maître de l'ouvrage – adjudicateur	3
1.4.	Organisateur	3
1.5.	Mandat attribué	3
1.6.	Calendrier	3
2.	Introduction	4
2.1.	Contexte général	4
2.2.	Contexte et exigences principales du PAL en révision	4
2.3.	Locaux existants	6
2.4.	Résumé du rapport sur l'état des bâtiments existants	6
2.5.	Étude de faisabilité	7
2.6.	Variante retenue et devis estimatif	8
2.7.	Détermination du choix de la procédure	9
3.	Procédure	9
3.1.	Objet du marché	9
3.2.	Forme de mise en concurrence et procédure	10
3.3.	Maître de l'ouvrage – adjudicateur	10
3.4.	Organisateur	10
3.5.	Législation applicable	10
3.6.	Engagement de l'adjudicateur	11
3.7.	Conditions de participation	11
3.8.	Incompatibilité et pré-implication	11
3.9.	Sous-traitance et consortium	12
3.10.	Candidature partielle	12
3.11.	Langue officielle	12
3.12.	Devise monétaire applicable et taxe sur la valeur ajoutée	12
3.13.	Durée de validité de l'offre	12
3.14.	Variante	12
3.15.	Indemnisation	12
3.16.	Publication	13
3.17.	Visites des lieux	13
3.18.	Questions et réponses	13
3.19.	Remise des dossiers	13
3.20.	Ouverture des offres	13
3.21.	Auditions	13
3.22.	Annonce des résultats	13
3.23.	Droit d'auteur	13
3.24.	Voies de recours	13
3.25.	Collège d'évaluation	14
4.	Mise en concurrence	15
4.1.	Critères d'aptitude	15
4.2.	Critères d'adjudication	15
4.3.	Notation	15
4.4.	Documents demandés	17
5.	Projet	20
5.1.	Planning général intentionnel	20
5.2.	Variante du projet retenu	20
5.3.	Programme des locaux	21
6.	Documents remis	22

1. SYNTHÈSE

1.1. OBJET DU MANDAT

Transformation et agrandissement du cercle scolaire de la commune de Grolley.

1.2. TYPE DE PROCÉDURE

Processus de mise en concurrence pour le choix de prestataires, appel d'offres en procédure ouverte soumis aux accords internationaux (GATT/WTO).

Marché destiné à l'architecte comme pilote du groupement composé, d'ingénieur civil spécialiste en structure porteuse et d'ingénieur en électricité (E), d'ingénieur en chauffage-ventilation-MCR (CV-MCR) et d'ingénieur sanitaire (S).

1.3. MAÎTRE DE L'OUVRAGE – ADJUDICATEUR

Commune de Grolley
Route de l'Église 42
1772 Grolley

1.4. ORGANISATEUR

Adresse de l'organisateur et du secrétariat de la procédure est :

ACARCHITECTES alexandre clerc architectes SIA
Route de la Fonderie 8c
1700 Fribourg
Téléphone : 026 422 34 83
E-mail : info@acarchitectes.ch

Site internet pour télécharger les documents de la mise en concurrence : www.simap.ch

1.5. MANDAT ATTRIBUÉ

Le Maître de l'ouvrage entend attribuer un mandat complet de planification au groupement de mandataires précités dont l'offre sera jugée la plus performante. L'architecte aura la responsabilité du pilotage du groupement de mandataires, dont les phases suivantes seront à réaliser :

- architecte, pilote du groupement (100% des phases 31 à 53 selon SIA 102)
- ingénieurs civils (108% des phases 31 à 53 selon SIA 103)
- ingénieurs spécialistes (100% des phases 31 à 53 selon SIA 108)

De plus, un mandat complémentaire afin de compléter les plans de base établis pour l'étude de faisabilité par l'organisateur est demandé à chaque mandataire pour bénéficier de documents de base juste afin d'effectuer ses prestations ordinaires.

1.6. CALENDRIER

Publication et téléchargement sur simap	vendredi 24 janvier 2020
Visites des lieux	mercredi 29 janvier 2020 et 05 février 2020 à 14h00
Délai pour l'envoi des questions sur simap	vendredi 07 février 2020 à 23h59
Réponses communiquées sur simap	vendredi 14 février 2020
Délai pour la remise des dossiers	vendredi 06 mars 2020 (cachet postal faisant foi)
Annonce des résultats	vendredi 03 avril 2020

2. INTRODUCTION

2.1. CONTEXTE GÉNÉRAL

Grolley est une commune du district de la Sarine. Elle comptait 1'907 habitants en février 2019. Les élèves de Grolley fréquentent les établissements du cercle scolaire de Grolley pour les cycles 1 et 2 (enfantine et primaire). Le cercle scolaire de Grolley comptait 147 élèves à la rentrée 2018/2019 : 31 élèves en classe enfantine et 116 élèves en classe primaire.

Le cercle scolaire compte également une salle de classe maternelle qui peut recevoir jusqu'à environ 16 enfants et une salle de sport simple. Un accueil extrascolaire est situé à environ 100 mètres des bâtiments scolaires communaux, dans le bâtiment de la paroisse.

Au vu de l'évolution démographique de ses prochaines années, une étude des infrastructures existantes et des hypothèses d'extension du site scolaire sont nécessaires.

C'est pourquoi, la commune de Grolley a mandaté le bureau **ACARCHITECTES** alexandre clerc architectes SIA à Fribourg pour analyser l'état de ses bâtiments et étudier le potentiel d'extension de son cercle scolaire enfantine et primaire, en tenant compte des exigences du PAL actuellement en cours de révision et de la capacité d'investissement de la commune.

En tenant compte des différentes projections, la commune souhaite pouvoir augmenter la taille de son cercle scolaire **jusqu'à environ 260 élèves à l'horizon 2035**. Elle souhaite également augmenter sa capacité pour l'accueil extrascolaire en intégrant cette structure dans le cercle scolaire communal. De plus, elle souhaite construire une nouvelle salle de sport annexée à celle existante pour répondre aux besoins des sociétés locales, tant pour le sport que pour la culture.

Elle souhaite également rénover ses bâtiments existants en plusieurs étapes selon le degré de priorité.

2.2. CONTEXTE ET EXIGENCES PRINCIPALES DU PAL EN RÉVISION

Le cercle scolaire se situe sur les parcelles n°683 et n°977, au centre du village de Grolley et dans la zone d'intérêt général 1 (ZIG 1). Il se compose d'un bâtiment scolaire construit en 1970 qui a été agrandi en 1991, d'une salle de sport simple et d'un couvert construit entre 1983 et 1986.

Ces bâtiments, qui ont été réalisés par le bureau AAF Architectes Associés Fribourg, ont été recensés mais non retenus par le Service des biens culturels. Ils ne sont pas protégés au Service des biens culturels du canton de Fribourg, ce qui n'enlève en rien à la qualité de l'architecture modulaire, notamment du bâtiment original et de son extension.

Bâtiments scolaires

- 1 Bâtiment scolaire 70
- 2 Salle de sport simple 83-86
- 3 Couvert 83-86
- 4 Agrandissement bâtiment scolaire 91

Aménagements extérieurs

- 5 Un parking de 62 places, dont la position est à maintenir, est utilisé tant pour le complexe scolaire que pour l'église.
- 6 Une place de jeux pour les enfants est située au Sud-Ouest de la parcelle et est utilisée comme cour de récréation. Elle est également utilisée hors des périodes scolaires. Un crédit d'investissement a été voté à l'assemblée communale pour rénover ces infrastructures. Ce secteur est donc souhaité inconstructible par le Maître de l'ouvrage.
- 7 Un terrain de sport extérieur prend place dans le prolongement Nord-Est de la salle de sport simple et peut être déplacé.



La révision du PAL actuellement en cours d'approbation, dont la décision d'approbation est actuellement suspendue à la décision du TF. Cependant, il convient de remarquer que la zone d'intérêt général ZIG 1 existe déjà dans le PAL actuellement en vigueur. Le PAL actuellement en révision, donne des informations importantes sur les contraintes dans le développement dans le secteur ZIG 1 qui concerne le cercle scolaire.

Des vues protégées ont été mises en place dans le cadre de la révision générale du PAL en collaboration avec le Service des biens culturels, car elles se situent dans un environnement du site construit auquel l'ISOS attribue un objectif de sauvegarde important.

La zone de vue protégée n°3 notamment affecte le périmètre constructible des parcelles concernées par la présente procédure et a pour objectif de maintenir la vue sur le paysage environnant et lointain à partir du parvis de l'église. Cette contrainte, combinée à la rénovation de la place de jeux réduit les possibilités d'extension à celle retenue.



2.3. LOCAUX EXISTANTS

Les plans de locaux existants figurent dans l'analyse et étude de faisabilité du cercle scolaire de Grolley (**annexe 01_Analyse et étude de faisabilité**).

Les bâtiments scolaires (bâtiments n°1 et n°4) comprennent actuellement :

- 1 salle de classe maternelle d'environ 60 m² pour environ 18 enfants
- 2 salles de classe enfantines d'environ 87 m²
- 9 salles de classe d'environ 60 m² (dont une salle de réserve, une salle de jeux et une salle utilisée pour le bricolage)
- 1 salle ACT de 60 m²
- 1 salle ACM de 66 m² et d'un local de rangement de 13 m²
- 1 bibliothèque d'environ 80 m²
- 1 local de logopédie, psychologie de 26 m²
- 1 salle des maîtres de 57 m²
- 1 bureau pour le responsable d'établissement de 29 m²
- 1 salle d'informatique - catéchisme de 53 m²

Le bâtiment de la salle de sport simple (bâtiment n°2) possède une entrée indépendante pour un usage extrascolaire. Une liaison avec le bâtiment scolaire est possible à travers le vide sanitaire et contient :

- 1 salle de sport simple de 26.15 m x 14.96 m
- 1 local d'engins de 100 m²
- 1 infirmerie de 18.5 m²
- 1 salle de musique de 115.5 m²
- 1 salle des sociétés de 41 m²
- 3 vestiaires et des locaux de rangement situés dans l'abri PC
- 1 vestiaire arbitre de 5 m²
- 1 local de rangement de 19.5 m²

2.4. RÉSUMÉ DU RAPPORT SUR L'ÉTAT DES BÂTIMENTS EXISTANTS

Un rapport sur l'état des bâtiments existant a été effectué afin de mesurer pour le Maître de l'ouvrage, l'ampleur des travaux à effectuer et lui donner des priorités dans ses interventions (**annexe 01_Analyse et étude de faisabilité**) :

- l'école existante ne répond pas aux exigences AEAI en vigueur. Un concept incendie a été préalablement établi avec l'autorité compétente et figure dans l'étude de faisabilité.
- les bâtiments existants étant antérieur à 1991, une analyse détaillée des matériaux a été effectuée. Concernant l'amiante, celui-ci a été détecté dans des matériaux solides (non friables, sans fibres d'amiante respirables) par exemple : colle de carrelages, résines, joints dans les monoblocs, ...). Concernant le PCB, celui-ci a été détecté dans diverses peintures. Le bitume extérieur ne contient pas de HAP.
- un curage à haute pression pour détruire des dépôts dans les canalisations doit être impérativement effectué.
- la structure porteuse est en bon état. En cas de rénovation légère, un contrôle sismique selon SIA 2018 ne devrait pas être nécessaire. Toutefois, ce contrôle pourrait être exigé à la demande de l'ECAB en fonction d'une pesée des intérêts. Dans le cas d'une surélévation du bâtiment, une étude devra être effectuée afin de déterminer si des mesures complémentaires sont à prendre.
- les façades du bâtiment scolaire de 1970 ont été rénovées en même temps que l'extension de ce bâtiment en 1991. Les plaques de fibrociment ne contiennent pas d'amiante.
- les fenêtres sont réalisées en bois-aluminium avec des grilles de ventilation au-dessus. Celles du bâtiment original (bâtiment n°1) ont été remplacées en 2006, alors que celles de l'extension de 1991 (bâtiment n°4) sont d'origine. Les façades sont en bon état. Un grand point faible thermique se trouve en pied de façade.
- les façades de la salle de sport simple réalisées en 1986 sont en béton apparent avec une isolation intérieure de faible qualité, révélée par les caméras thermiques.
- un rapport sur l'état des installations électriques a été établi par le bureau d'ingénieurs en électricité SRG Engineering SA. Il fait mention de la puissance d'introduction à 160 A, de l'état des tableaux (principal et de distribution), de la non-conformité des prises électriques, des luminaires qui ne permettent pas de régulation, de l'éclairage de sécurité qui devra être adapté au concept ECAB et de l'installation de télécommunications.

- un rapport sur l'état des installations chauffage, ventilation et sanitaires – CVS-MCR a été établi par le bureau d'ingénieurs BESM SA.

Pour la partie chauffage, les bâtiments sont raccordés au CAD depuis 3 ans. Les collecteurs sont d'origine, mais la majorité des pompes et des vannes de régulation ont été changées en 2017. Les robinetteries et vannes d'arrêts sont d'origine et un changement doit être envisagé. Les conduites dans le local technique sont en bon état et un ébouage de toutes les conduites est nécessaire. Les radiateurs sont en bon état et les vannes thermostatiques ont été changées en 2017. Un échantillon prélevé sur le réseau ne présente aucun défaut et indique que celui-ci est en bon état.

Pour la partie ventilation, la salle de sport simple est ventilée par un monobloc de roulement d'air avec batterie de chauffage, sans récupération de chaleur. Cette installation devra être changée. Les locaux de sous-sol et les locaux annexes sont raccordés sur des installations d'extraction d'air qui pourront être conservées. Les salles de classe sont ventilées à travers des grilles. Leur suppression est conseillée. La ventilation du reste des locaux est globalement en bon état.

Pour la partie sanitaire, l'école est raccordée au réseau d'eau potable par une conduite réalisée il y a environ 4 ans. Les nourrices d'eau chaude et d'eau froide sont en mauvais état. Un changement est nécessaire. La distribution en tuyau galvanisé est d'origine. Les sondages effectués indiquent que ceux-ci sont en mauvais état et leur durée de vie est estimée entre 5 et 10 ans. Un système d'adoucisseur a été installé il y a 4 ans seulement. Une circulation d'eau chaude permet le maintien en température pour le wc, mais celle-ci ne fonctionne pas. L'eau chaude des lavabos des salles de classe est assurée par des boilers électriques. L'appareillage est d'origine et dans un très bon état.

Pour la partie MCR, le tableau de régulation de la ventilation de la salle de sport simple et des locaux du sous-sol est à changer. Le tableau de régulation du chauffage date de 3 ans et pourra être conservé.

- concernant les aménagements intérieurs (CFC 27-28), les informations figurent sur le rapport.

2.5. ÉTUDE DE FAISABILITÉ

Le bureau **ACARCHITECTES** alexandre clerc architectes SIA a élaboré différents scénarios, en tenant compte de l'ensemble des travaux d'assainissement à effectuer sur les bâtiments existants, remettant en terme de surfaces aux normes les salles de classe existantes et en complétant le programme scolaire, sportif, AES et maternelle pour 260 élèves.

Ces trois scénarios (**annexe 01_Analyse et étude de faisabilité**) ont eu également pour objectif d'interroger sur l'inconstructibilité dans la zone de vue protégée n°3 ainsi que dans celle de la place de jeux qui a fait l'objet d'un crédit d'investissement pour son réaménagement et de vérifier le potentiel d'une surélévation. L'ensemble des variantes ont été estimées, chacune à près de 15.9 millions de Frs/TTC.

Sur cette base, le Maître de l'ouvrage a pris les décisions suivantes :

- conserver la zone de vue protégée n°3 inconstructible
- conserver la zone de parking et la place de jeux dont le vote du crédit d'investissement à l'assemblée prévoit sa réfection, exemptées de construction

D'autre part, la commune de Grolley après vérification, a indiqué qu'elle ne dispose d'une capacité d'investissement que d'environ 8.6 millions de francs au maximum.

De ce fait, consciente qu'elle ne peut réaliser l'ensemble de ces travaux, elle a demandé un document de synthèse (**annexe 02_Document de synthèse**) au bureau **ACARCHITECTES** alexandre clerc architectes SIA pour définir des priorités en fonction de ses besoins et de sa capacité d'investissement :

1. soit favoriser la réalisation d'une salle de sport supplémentaire pour ses sociétés locales (*en raison des dotations horaires scolaires, la commune ne peut justifier, même en augmentant le nombre de ses salles de classe, un subventionnement de la part de la DICS pour une salle supplémentaire*), réaliser une nouvelle AES pour 38 enfants, réaliser une salle enfantine supplémentaire et effectuer les travaux d'entretien essentiels à ses bâtiments existants (conduites sanitaires, adaptations AEAI, accès personnes à mobilité réduite, ...), ceci en conservant les salles de classe existantes à 60 m², soit inférieures de 21 m² à la norme.
2. soit favoriser la mise aux normes complète de ses bâtiments existants (surfaces des salles de classe, rénovation complète de la façade, désamiantage, parasismique, ascenseur, ...) en augmentant le nombre de salles par l'aménagement d'un nouvel étage en structure légère.
3. soit construire un bâtiment indépendant pour minimiser les interventions sur les bâtiments existants (conduites sanitaires, adaptations AEAI, accès personnes à mobilité réduite, ...)

2.6. VARIANTE RETENUE ET DEVIS ESTIMATIF

Le Maître de l'ouvrage, sur la base des documents précédents et du rapport de synthèse a ciblé avec son mandataire les investissements prioritaires et a opté pour étudier et réaliser la variante présentée dans le cadre de cette procédure (**annexe 03_Variante retenue et devis estimatif**) soit :

- **mise aux normes AEA1 des bâtiments existants**
- **réalisation de deux monte-personnes à mobilité réduite des bâtiments existants**
- **travaux principaux de réfections des bâtiments existants suivants :**
 - réfection des façades de la salle de sport simple existante
 - remplacement des coupoles existantes dans local d'engins et zone d'entrée salle de sport
 - réfection et remplacement des installations électriques (tableau général, tableaux de distributions, éclairage de la salle de sport existante uniquement, éclairage de sécurité et raccordements CVS)
 - réfection et remplacement des installations de chauffage (rincage et nettoyage des conduites, remplacement et raccordement de la batterie du monobloc)
 - réfection et remplacement des installations de ventilation (remplacement du monobloc de la salle de sport simple et nettoyage des gaines)
 - réfection et remplacement des installations de MCR (remplacement du tableau de régulation de la ventilation)
 - réfection et remplacement des installations sanitaires (remplacement des nourrices, remplacement du réseau de tuyauterie, isolation des conduites et remplacement du chauffe-eau avec PAC intégrée), *travaux de désamiantage et de carrelage dans transformations bâtiments existants*
- **travaux de transformations des bâtiments existants suivants :**
 - transformation et aménagement d'un couvert d'entrée
 - suppression d'un escalier dans la zone d'entrée de la salle de sport
 - modification de la répartition des locaux (logopédie, psychologie, bureau RE, salle des maîtres, ...)
 - ventilation double-flux avec récupération de chaleur pour la salle existante
 - modification de la structure de la toiture (renforcement) de la salle de sport pour aménagement de lanterneaux, y-c raccords et étanchéité)
 - démontage et désamiantage (carrelage) des gaines techniques sanitaires pour remplacement des conduites
 - aménagement d'un wc pour personne à mobilité réduite au rez-de-chaussée de la zone sportive
 - modification des garde-corps intérieurs
 - remplacement de portes intérieures, portes salle de sport, cuisine salle des maîtres
 - remplacement du revêtement de sols (synthétique + bois + béton lavé) à l'endroit des modifications de cloisons
 - remplacement du carrelage dans les gaines techniques transformées
 - réfection du plafond de la salle de sport suite à l'intervention des lanterneaux
 - peinture et crépis sur travaux de réfection
- **nouveaux locaux et adaptations aux bâtiments existants :**
 - une salle de sport complémentaire de 448 m², adossée à la salle existante sur sa grande longueur en utilisant avec local d'engins de 80 m²
 - 2 abris PC de 100 places contenant les vestiaires et douches annexées
 - accueil extrascolaire pour 38 enfants et 4 places pour le personnel, de 170 m². Les vestiaires étant compris dans les circulations du bâtiment.
 - 1 salle de classe enfantine de 96 m²

L'investissement sommaire total CFC 1 à 9 (hors terrain) y-c la déduction des subventions envisageables, est établi à près de 8.6 millions de francs TTC (annexe 03_Variante retenue et devis estimatif). C'est sur cette base que les montants donnant droit aux honoraires ont été établis. Le montant des travaux estimés (honoraires des mandataires inclus) sont :

CFC 1 Travaux préparatoires	273'000 Frs/TTC
CFC 2 Bâtiments	7'571'700 Frs/TTC
CFC 3 Équipement d'exploitations compris dans CFC 9	
CFC 4 Aménagement extérieurs	416'000 Frs/TTC
CFC 5 Frais secondaires	439'300 Frs/TTC
CFC 6 Subventions envisageables (y-c taxes d'abri PC)	- 425'000 Frs/TTC
CFC 9 Mobilier (y-c équipement d'exploitation)	300'000 Frs/TTC
Total CFC 1 à 9	8'575'000 Frs/TTC

2.7. DÉTERMINATION DU CHOIX DE LA PROCÉDURE

Suite à la réalisation des études préalables, le Maître de l'ouvrage a déterminé qu'au vu des contraintes d'implantation précitées qui ne laisse qu'une possibilité d'extension de la salle de sport simple et des exigences techniques de la transformation et de l'assainissement des bâtiments existants, qu'une procédure de concours d'architecture n'était pas adaptée. Il y renonce de ce fait, selon l'alinéa 3 de l'article 48 du RMP du canton de Fribourg.

La présente procédure permet d'organiser un processus de mise en concurrence pour un groupement de mandataires sur la base d'un problème clairement défini, afin d'obtenir les meilleures prestations et d'attribuer le mandat complet selon SIA 102, 103 et 108 qui font l'objet du marché à l'auteur de l'offre jugée la plus performante.

Le Maître de l'ouvrage peut interrompre ou répéter la procédure pour de justes motifs selon l'article 34 du Règlement sur les marchés publics (RMP) du canton de Fribourg daté du 28.04.1998.

3. PROCÉDURE

3.1. OBJET DU MARCHÉ

À l'issue de la présente procédure, le Maître de l'ouvrage entend confier le mandat de la poursuite de l'étude et de réalisation pour la transformation et l'agrandissement du cercle scolaire de la commune de Grolley à l'intention de l'architecte en tant que pilote d'un groupement de professionnels composé également d'ingénieur civil spécialiste en structure porteuse et d'ingénieurs E-CV-MCR-S retenus à l'issue de la présente procédure. Les prestations attendues se réfèrent au règlement SIA 102 « Règlement concernant les prestations et les honoraires des architectes, 2014 », au règlement SIA 103 « Règlement concernant les prestations et les honoraires des ingénieurs et ingénieurs civils, 2014 » et au règlement SIA 108 « Règlement concernant les prestations et honoraires des ingénieurs et ingénieurs spécialistes dans les domaines des installations du bâtiment, de la mécanique et de l'électrotechnique, 2014 ».

Le Maître de l'ouvrage entend confier le mandat d'architecte en tant que pilote d'un groupement de professionnels composé également d'ingénieur civil spécialiste en structure porteuse et d'ingénieurs E-CV-MCR-S pour les phases 31 à 53, de la phase avant-projet à la phase mise en service. Il s'agit de ce fait de 100% de parts de prestations pour l'ensemble des mandataires, selon SIA 102-108, sauf pour la part de l'ingénieur civils spécialiste en structure porteuse à 108% de parts de prestations et à 78% pour les prestations de terrassement, canalisations et aménagements extérieurs (partiel), selon SIA 103.

De plus, un mandat complémentaire afin de compléter les plans de base établis pour l'étude de faisabilité par l'organisateur est demandé à chaque mandataire pour bénéficier de documents de base juste afin d'effectuer ses prestations ordinaires.

Le Maître de l'ouvrage se réserve toutefois le droit de ne pas adjuger tout ou partie des prestations, respectivement de révoquer tout ou partie de la décision d'adjudication si :

- les différentes autorisations et/ou demandes de crédits nécessaires à la réalisation du projet ne sont pas octroyées par les autorités compétentes.
- la part de crédit (CFC 1 à 9) évaluée à **CHF 8'575'000.00 TTC** est manifestement dépassée.
- le pilote ou l'un des membres du groupement de mandataires ne dispose plus de la capacité suffisante sur les plans financiers, économiques, techniques ou organisationnels, pour l'exécution d'un ouvrage de cette envergure, le Maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger en tout temps que le groupement soit complété par des spécialistes choisis d'un commun accord entre le Maître de l'ouvrage et l'auteur du projet. Les honoraires nécessaires à ces prestations ne viennent pas s'ajouter aux prestations ordinaires de l'équipe lauréate.

En cas d'interruption du mandat pour un des trois points susmentionnés, les honoraires seront calculés au prorata des prestations accomplies. La décision du Maître de l'ouvrage concernant l'attribution du mandat est susceptible de recours dans les 10 jours auprès du Préfet du district de la Sarine, conformément à l'article 35 du RMP.

3.2. FORME DE MISE EN CONCURRENCE ET PROCÉDURE

Processus de mise en concurrence pour le choix de prestataires, appel d'offres en procédure ouverte soumis aux accords internationaux (GATT/WTO). Marché destiné à l'architecte comme pilote du groupement composé, d'ingénieur civil spécialiste en structure porteuse et d'ingénieur en électricité (E), d'ingénieur en chauffage-ventilation-MCR (CV-MCR) et d'ingénieur sanitaire (S).

Cette mise en concurrence se base sur la norme SIA 144 et a été préalablement contrôlée et labélisée par l'OMPr (Observatoire des Marchés Publics Romands).

3.3. MAÎTRE DE L'OUVRAGE – ADJUDICATEUR

Commune de Grolley
Route de l'Église 42
1772 Grolley

3.4. ORGANISATEUR

Adresse de l'organisateur et du secrétariat de la procédure est :

ACARCHITECTES alexandre clerc architectes SIA
Route de la Fonderie 8c
1700 Fribourg
Téléphone : 026 422 34 83
E-mail : info@acarchitectes.ch

3.5. LÉGISLATION APPLICABLE

La procédure est soumise à :

- la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 06.10.1995
- la Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19.12.1986
- la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 06.10.1995, état au 01.01.2007
- l'Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.1994, révisé le 15.03.2001 ainsi que ses directives d'exécution
- aux accords internationaux (GATT/WTO) du 15.04.1994
- la Loi cantonale sur les marchés publics (LMP) du 11.02.1998 et son règlement (RMP)
- loi, ordonnance et règlement cantonaux sur les marchés publics

Par leur signature du présent document, les concurrents confirment avoir pris acte du fait que :

- les réalisations doivent être faites dans le respect des normes VSS
- les réalisations doivent être faites dans le respect des normes SN
- les réalisations doivent être faites dans le respect des normes SIA
- les réalisations doivent être faites dans le respect de la LHand
- les réalisations doivent être faites dans le respect des recommandations du BPA
- les réalisations doivent être faites dans le respect de la loi relative aux subventions pour les constructions scolaires du canton de Fribourg
- les réalisations doivent être faites dans le respect des prescriptions de protection incendie AEAI
- les réalisations doivent être faites dans le respect de la loi sur l'énergie et sa nouvelle réglementation au 1^{er} janvier 2020
- les honoraires doivent être établis selon les normes SIA 102-103-108

En outre, sont applicables les lois et normes suivantes selon la nature de l'objet :

- loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATeC)
- règlement d'exécution de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (ReLATeC)
- accord intercantonal harmonisant la terminologie dans le domaine des constructions (AIHC)
- règlement communal d'urbanisme en cours d'approbation (RCU) (**annexe 04_Extrait du règlement communal d'urbanisme**)
- règlement des appels d'offres de prestations d'ingénierie et d'architecture SIA 144

3.6. ENGAGEMENT DE L'ADJUDICATEUR

L'adjudicateur s'engage auprès des concurrents à :

- traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux concurrents qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire
- interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toutes personnes externes à la procédure, sans le consentement du concurrent
- organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté
- assurer la transparence de la procédure
- garantir un déroulement optimal de la procédure

3.7. CONDITIONS DE PARTICIPATION

La mise en concurrence est ouverte à tous les groupements de professionnels composés obligatoirement d'un architecte en tant que pilote, d'un ingénieur civil spécialiste en structure porteuse, d'un ingénieur électricien, d'un ingénieur CV-MCR et d'un ingénieur sanitaire. Les consortiums d'architectes ou d'ingénieurs sont autorisés. Les mandataires du groupement doivent être établis en Suisse ou dans un état signataire de l'Accord OMC sur les marchés publics et ne peuvent participer qu'avec un seul groupement, sous peine d'exclusion, de même que les bureaux à plusieurs succursales ne peuvent participer qu'avec un seul groupement, qui offre la réciprocité aux mandataires suisses, pour autant qu'ils remplissent l'une des conditions suivantes :

Pour les architectes et ingénieurs civils

- être titulaire, à la date du retour de l'offre, du diplôme d'architecte, délivré soit par l'une des Écoles Polytechniques Fédérales (EPF), soit par l'Institut d'architecture de l'Université de Genève (IUAG ou EAUG), soit par l'Académie d'architecture de Mendrisio, soit par l'une des Hautes Écoles Spécialisées suisses (HES ou ETS) ou être titulaire d'un diplôme étranger jugé équivalent*.
- être inscrit, à la date du retour de l'offre, au Registre suisse des ingénieurs, des architectes et des techniciens au niveau A ou B du REG ou à un registre étranger jugé équivalent*.

Pour les ingénieurs spécialistes E-CV-MCR-S

- être titulaire, à la date du retour de l'offre, d'un diplôme délivré soit par l'une des Écoles Polytechniques Fédérales (EPF), soit par l'une des Hautes Écoles Spécialisées suisses (HES ou ETS), dans les domaines techniques concernés ou être titulaire d'un diplôme étranger jugé équivalent*.
- Autre type de diplôme : Brevet fédéral en technique des bâtiments ou un examen professionnel supérieur de projeteur en technique du bâtiment.

** Les architectes et ingénieurs porteurs d'un diplôme étranger ou inscrits sur un registre professionnel étranger doivent apporter la preuve de l'équivalence de leurs qualifications par rapport aux exigences suisses lors du retour de l'offre. Cette preuve doit être apportée par la fondation des Registres suisse des professionnels de l'ingénierie, de l'architecture et de l'environnement – REG, Hirschengraben 10, 3011 Berne, téléphone +41 31 382 00 32, mail info@reg.ch, qui en cas de conformité, transmettra aux concurrents une attestation qui sera à joindre avec le diplôme lors du retour de l'offre.*

Il n'est pas requis des concurrents de s'associer à d'autres compétences hormis celles mentionnées ci-dessus. Ces conditions doivent être remplies au moment du retour de l'offre. Les concurrents qui ne remplissent pas les exigences de participation seront exclus de la procédure de mise en concurrence. Le reste des prestations de mandataires nécessaires à l'étude et à la réalisation de l'ouvrage (géomètre, spécialiste en sécurité incendie, physicien et/ou acousticien, ...) sera basé sur des demandes d'offres ultérieures.

3.8. INCOMPATIBILITÉ ET PRÉ-IMPLICATION

Sous réserve de la décision prise par l'adjudicateur de l'exclure d'office de la procédure, la personne ou le bureau qui a réalisé une prestation particulière, avant le lancement de la procédure, ne peut pas y participer pour autant que cette prestation :

- était limitée dans le temps et est achevée au moment du lancement de la procédure
- ne touche pas l'organisation de la procédure ou l'élaboration du cahier des charges détaillé

Dans le cas présent, les mandataires, sont impliqués dans l'établissement des rapports techniques et études préalables, sont également membres du collège d'évaluation et/ou organisateur de la procédure et ne peuvent donc pas participer à la présente procédure. Cette remarque vaut aussi pour leurs succursales :

- **ACARCHITECTES** alexandre clerc architectes SIA à Fribourg, organisateur de la procédure
- **AF Toscano SA** à Villars-sur-Glâne, ingénieurs civils
- **SRG Engineering SA** à Fribourg, ingénieurs en électricité
- **BESM SA** à Granges-Marnand, ingénieurs en chauffage, ventilation et sanitaire

Toute personne membre du collège d'évaluation ou qui a participé directement à la préparation et à l'organisation de la procédure, n'est pas autorisée par l'adjudicateur à y participer en tant que membre d'un groupement de mandataires. Afin de garantir l'égalité de traitement entre les concurrents, les membres du collège d'évaluation ne doivent pas être proche parente ou en relation de dépendance ou d'association professionnelle avec un des concurrents. Les bureaux et leur personnel ne peuvent s'inscrire au processus de mise en concurrence que s'ils ne se trouvent pas en conflit d'intérêts ou en lien d'affaire avec un membre du collège d'évaluation ou une personne en charge de l'organisation de la procédure (voir lignes directrices SIA 142 « Conflits d'intérêts » de 2013).

3.9. SOUS-TRAITANCE ET CONSORTIUM

La sous-traitance n'est pas admise.

Le consortium est autorisé pour les architectes et ingénieurs. Tous les membres doivent respecter les conditions de participation mentionnées à l'article 3.7. Chaque bureau membre du consortium doit fournir une personne clé dans le formulaire 4.4.4 (deux pour l'architecte), avec son diplôme et le justificatif témoignant de l'inscription au REG (pour l'architecte et l'ingénieur civil). Ils doivent fournir une référence dans le formulaire 4.4.5 (deux pour l'architecte), avec une documentation spécifique sur 1 page A4 recto verticale maximum en annexe. Ces deux formulaires sont à dupliquer lors de consortium uniquement pour les ingénieurs civils et /ou E-CV-MCR-S.

3.10. CANDIDATURE PARTIELLE

Les candidatures partielles ne permettant pas une comparaison objective avec les autres offres ne sont pas acceptées. Le cas échéant, la candidature sera exclue du processus de mise en concurrence.

3.11. LANGUE OFFICIELLE

La langue officielle pour la procédure de mise en concurrence est le français. Tous les documents à remettre doivent respecter ce point. Toutes les informations ou documents qui ne sont pas fournis en français ne seront pas pris en considération.

3.12. DEVISE MONÉTAIRE APPLICABLE ET TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est le Franc suisse (CHF).

En l'absence de toute information, les montants sont considérés toutes taxes comprises (TTC). Le concurrent a l'obligation d'indiquer le taux TVA qu'il applique pour le marché.

3.13. DURÉE DE VALIDITÉ DE L'OFFRE

La durée de validité de l'offre est de 12 mois à compter de la date du dépôt de l'offre.

3.14. VARIANTE

Les variantes d'offres ne sont pas admises.

3.15. INDEMNISATION

L'élaboration d'une offre ne donne droit à aucune indemnité. Le concurrent ne peut donc faire valoir une note de frais ou une indemnisation auprès de l'adjudicateur pour toute démarche se rapportant à la procédure ou pour le rendu de son offre.

3.16. PUBLICATION

Le dossier est téléchargeable sur le site internet www.simap.ch à partir du **vendredi 24 janvier 2020**.

3.17. VISITES DES LIEUX

Deux visites du site et des bâtiments existants sont organisées le **mercredi 29 janvier 2020 et le mercredi 05 février 2020 de 14h00 à 15h00**. Le lieu de rendez-vous est situé devant l'entrée principale de l'école existante. Ces visites seront organisées par une personne externe au Collège d'évaluation.

3.18. QUESTIONS ET RÉPONSES

Les questions sont à adresser uniquement sous forme électronique sur le site internet www.simap.ch jusqu'au **vendredi 07 février 2020 à 23h59**.

Les réponses seront publiées sur le site internet www.simap.ch le **vendredi 14 février 2020**. Un envoi postal n'est pas envisagé. En dehors de cette procédure, aucune réponse ne sera donnée.

3.19. REMISE DES DOSSIERS

Les documents demandés (voir article 4.4) seront envoyés à l'adresse de l'organisateur (voir article 3.4) par courrier prioritaire, au plus tard jusqu'au **vendredi 06 mars 2020, le timbre postal faisant foi**. L'enveloppe doit être clairement identifiable, avec **le nom du bureau pilote**, la mention « **Mise en concurrence – Cercle scolaire de Grolley** » ainsi que le terme « **NE PAS OUVRIR** ».

3.20. OUVERTURE DES OFFRES

L'adjudicateur ne procédera pas à une ouverture publique des offres. L'ouverture des offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite. L'ouverture des offres aura lieu le **11 mars 2020 à 14h00**. Le procès-verbal d'ouverture officielle des offres sera envoyé à tous les concurrents qui auront déposé une offre.

3.21. AUDITIONS

Aucune audition n'est envisagée. Toutefois, l'adjudicateur se réserve le droit de poser des questions à un concurrent dont le dossier possède des informations douteuses ou imprécises. Le cas échéant, le concurrent ne pourra pas apporter d'éléments nouveaux ou modifier son offre, au risque de se voir exclu de la procédure.

3.22. ANNONCE DES RÉSULTATS

La décision d'adjudication sera notifiée par courrier recommandé aux concurrents qui auront participé à la procédure et dont l'offre est recevable et publiée sur le site www.simap.ch. Outre la lettre précisant l'adjudication, chaque concurrent recevra le procès-verbal d'ouverture ainsi qu'un tableau d'analyse multicritères qui indiqueront les résultats de son offre. Cette adjudication sera envoyée et publiée, le **vendredi 03 avril 2020** sur le site www.simap.ch et la FAO du canton de Fribourg.

3.23. DROIT D'AUTEUR

Tous les documents déposés par le concurrent restent propriété des concurrents. Lors du dépôt de son offre, il appartient au concurrent d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles. L'adjudicateur conservera les offres de tous les concurrents tant que ne sont pas éteints tous les droits de recours.

3.24. VOIES DE RECOURS

Le processus de mise en concurrence, ainsi que les décisions du Maître de l'ouvrage mentionnées à l'article 15 alinéa 1bis de AIMP sont susceptibles de recours dans les 10 jours auprès de la Préfecture de la Sarine du canton de Fribourg, Grand-Rue 51, 1700 Fribourg.

3.25. COLLÈGE D'ÉVALUATION

Le collège d'évaluation, désigné par le Maître de l'ouvrage, est composé des personnes suivantes :

Personnes internes à l'administration communale de Grolley

Monsieur Christophe Prétet	Syndic de la commune
Monsieur Gianmarco Ferri	Président de la commission d'école
Monsieur Daniel Chételat	Conseiller communal, dicastère constructions, cimetière et énergie
Madame Corinne Lambert	Conseillère communale, dicastère infrastructures, service du feu, protection civile et militaires
Madame Elisabeth Nicolas	Responsable d'établissement, suppléante

Personnes externes (indépendantes du Maître de l'ouvrage)

Monsieur Emmanuel Page	Architecte EPFZ, kpa architectes Fribourg SA à Bourguillon
Monsieur Ivan Corminboeuf	Ingénieur civil EPFL, AF Toscano SA à Villars-sur-Glâne
Monsieur Nicolas Chappuis	Brevet de planificateur en électricité, CAS en techniques énergétiques, SRG Engineering SA à Fribourg
Monsieur Stéphane Maillard	Diplôme fédéral de projeteur en installation de chauffage et brevet fédéral de thermiste, BESM SA à Granges-Marnand
Monsieur Alexandre Clerc	Architecte SIA, AC ARCHITECTES à Fribourg, suppléant

4. MISE EN CONCURRENCE

4.1. CRITÈRES D'APTITUDE

Les conditions de participation (voir article 3.7) ainsi que la signature du formulaire « Engagement sur l'honneur » (voir article 4.4.7) par tous les membres du groupement (architecte, ingénieur civil, ingénieur électricien, ingénieur CV-MCR et ingénieur sanitaire) sont considérés comme des critères d'aptitude.

4.2. CRITÈRES D'ADJUDICATION

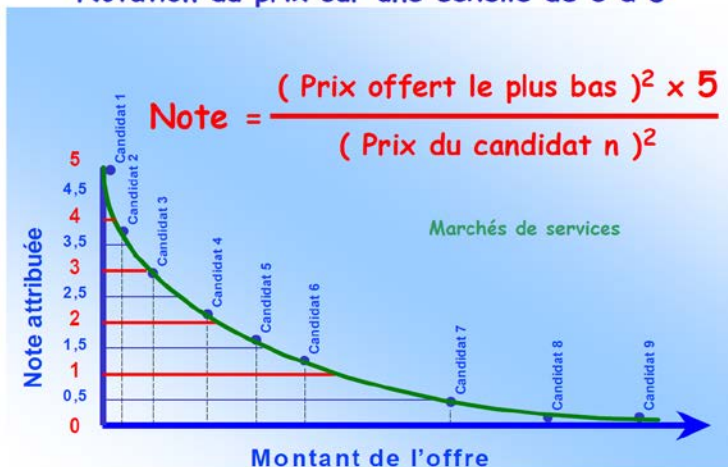
Les critères d'adjudication sont les suivants :

Point n°	Critères et éléments d'appréciation	Pondération (G)	Sous-critères	Note (N)	N x G = P Nombre de points max. (P)
4.4.2	Prix	25 %		0 – 5	125
	<i>Montant de l'offre de l'ensemble du groupement pluridisciplinaire</i>		25 %		
4.4.3	Organisation du groupement de mandataires	10 %		0 – 5	50
	<i>Organisation générale du groupement, détaillée et nominative</i>		10%		
4.4.4	Personnes clés	20 %		0 – 5	100
	<i>2 personnes clé architecte (développement de projet et DT)</i>		10 %		
	<i>1 personne clé ingénieur civil (chef de projet)</i>		4 %		
	<i>1 personne clé ingénieur E (chef de projet)</i>		2 %		
	<i>1 personne clé ingénieur CV-MCR (chef de projet)</i>		2 %		
	<i>1 personne clé ingénieur S (chef de projet)</i>		2 %		
4.4.5	Références	20 %		0 – 5	100
	<i>2 références de l'architecte</i>		10 %		
	<i>1 référence de l'ingénieur civil</i>		4 %		
	<i>1 référence de l'ingénieur E</i>		2 %		
	<i>1 référence de l'ingénieur CV-MCR</i>		2 %		
	<i>1 référence de l'ingénieur S</i>		2 %		
4.4.6	Compréhension du problème	25 %		0 – 5	125
	<i>Analyse de la variante retenue dans le cadre de l'étude de faisabilité</i>		12.5 %		
	<i>Approche des difficultés principales</i>		12.5%		
	Total	100 %		0 – 5	500

4.3. NOTATION

Évaluation de l'offre d'honoraires de l'ensemble du groupement

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur l'offre d'honoraires de l'ensemble du groupement (en intégrant le relevé, mais sans les frais accessoires) déposée. L'offre sera évaluée selon l'annexe T2 « Méthode de notation du prix pour les marchés de services sur une échelle de 0 à 5 » du Guide romand pour les marchés publics (CROMP).

Annexe T2**Notation du prix sur une échelle de 0 à 5**

Le prix offert le plus bas peut être celui de l'adjudicateur si celui-ci est justifié pour des raisons de limites budgétaires qui ne peuvent en aucun cas être dépassées et s'il est en-dessous de celui de l'offre la moins-disante

CROMP - Guide romand pour les marchés publics

L'adjudicateur procède à un contrôle technique et arithmétique de l'offre. Seules les erreurs évidentes de calcul seront corrigées. Si l'adjudicateur estime que des justificatifs apportés par le concurrent démontrent clairement et de manière évidente que le concurrent ne peut pas réaliser le marché dans de bonnes conditions d'exécution ou sans mettre en péril la pérennité de son entreprise, l'adjudicateur prendra une décision d'exclusion du concurrent pour juste motif. La décision d'exclusion intervient d'office pour des erreurs manifestes répétitives, prépondérantes ou abusives au point de porter un préjudice à la crédibilité de l'offre dans son entier. Dans le cadre de la vérification des prix auprès du concurrent, l'adjudicateur prendra également une décision d'exclusion si le concurrent ne confirme pas ses prix ou si ce dernier annonce fermement et de manière définitive une modification de ses prix.

Évaluation du dossier

L'évaluation du dossier se basera exclusivement sur le dossier déposé, ainsi que sur les indications fournies par les concurrents et sur les informations demandées par l'adjudicateur.

Barème des notes pour l'évaluation du dossier

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). La note peut être précise jusqu'au centième (par exemple : 3,46), notamment pour le prix.

Barème des notes

0		Candidat qui n'a pas fourni l'information ou le document non éliminatoire demandé par rapport à un critère fixé
1	Insuffisant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond pas aux attentes
2	Partiellement suffisant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes
3	Suffisant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé et dont le contenu répond aux attentes minimales, mais qui ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats
4	Bon et avantageux	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et qui présente un minimum d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification
5	Très intéressant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes avec beaucoup d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification

CROMP - Guide romand pour les marchés publics

4.4. DOCUMENTS DEMANDÉS

Les concurrents doivent dûment remplir, signer et retourner **en 2 exemplaires papiers ainsi qu'un dossier en format PDF protégé sur un support informatique (clé USB ou CD)** les documents suivants :

- Cahier des charges détaillé dûment rempli et signé
- B_Dossier de mise en concurrence dûment rempli et signé avec les annexes demandées
- B1_Honoraires dûment rempli

4.4.1 Données des concurrents

Les concurrents doivent remplir toutes les données demandées sur le formulaire pour chaque membre du groupement (architecte, ingénieur civil spécialiste en structure porteuse, ingénieur électricien ingénieur CV-MCR, ingénieur sanitaire). Tous les autres documents reçus en supplément ne seront pas pris en considération.

4.4.2 Prix

- Offre d'honoraires du groupement

Afin de pouvoir comparer les offres du groupement sur la base du coût d'ouvrage annoncée par le Maître de l'ouvrage, sur la base de l'étude de faisabilité retenue et selon les prestations définies par les normes SIA concernées, celui-ci demande que toutes les offres du groupement soient établies uniquement sous la forme présentée dans les annexes.

Les concurrents doivent remplir toutes les données demandées sur le document B1_Honoraires. Les données ci-dessous sont fixes et ne peuvent pas être modifiées :

- coût de l'ouvrage (B) par mandataires
- coefficients Z1 et Z2 (2017)
- part des prestations (q)
- degré de difficulté (n) selon la catégorie d'ouvrage IV
- facteur de base (p)
- temps (t_p)
- montant des honoraires

Les concurrents peuvent choisir le tarif horaire (CHF/h), le facteur d'ajustement (r), le facteur de groupe (i) et le facteur pour prestations spéciales (s). Si ces trois facteurs sont différents de la valeur 1, ceux-ci doivent être argumentés de manière compréhensible et détaillée.

- Offre d'honoraires pour relevé

Les concurrents doivent remplir toutes les données demandées sur l'annexe B1_Honoraires. Cette offre est prévue pour un mandat complémentaire afin de compléter les plans de base établis pour l'étude de faisabilité par l'organisateur pour bénéficier de documents de base justes pour effectuer ses prestations ordinaires selon le descriptif des tâches à effectuer ci-dessous :

- levé des infrastructures existantes (gros œuvre et second œuvre) des bâtiments, aménagements extérieurs, installations techniques E-CV-MCR-S, équipements, etc.
- retranscription DAO sous format DWG et PDF
- remise du dossier complet au Maître de l'ouvrage sous les mêmes formats

Les plans de base sont transmis aux concurrents en format PDF sous l'**annexe 05_Plans de base**.

- Récapitulatif des offres d'honoraires du groupement

Selon le document B1_Honoraires, le récapitulatif des offres d'honoraires se fait automatiquement, les concurrents doivent remplir le rabais et l'escompte. Le montant total net HT sera utilisé pour l'analyse de l'offre selon le point 4.3.

- Frais accessoires

Les frais accessoires seront rémunérés à 4% des honoraires TTC sont compris les impressions, les copies, les tirages de plans, les photographies, les dossiers reliés, les supports de données, les inventaires, les frais de poste, les frais et les heures de déplacement, les nuitées et les repas principaux. Ce montant ne sera pas comptabilisé dans l'offre d'honoraires de l'ensemble du groupement analysée.

4.4.3 Organisation du groupement de mandataires

- **Organisation générale**

Les concurrents doivent présenter un organigramme qui met en évidence les fonctions, les noms des personnes clés et de leur remplaçant ainsi que leur lien hiérarchique au sein du groupement (*le cas échéant également au sein du consortium*) et vis-à-vis du Maître de l'ouvrage. Ces informations doivent figurer sur 1 page A4 recto verticale au maximum. Le document devra mentionner en haut à gauche « **Mise en concurrence – Cercle scolaire de Grolley** », en haut à droite « **4.4.3 Organisation générale** » et en bas à gauche « **Le nom du bureau pilote** ». Tous les autres documents reçus en supplément ne seront pas pris en considération.

- **Planification des moyens**

Les concurrents (*ou consortium*) doivent remplir toutes les données demandées sur le formulaire pour chaque membre du groupement, en lien avec les fonctions et les phases SIA 102-103-108 (architecte, ingénieur civil spécialiste en structure porteuse, ingénieur électricien, ingénieur CV-MCR, ingénieur sanitaire). Les concurrents peuvent, si cela apporte une valeur ajoutée à son offre, transmettre les moyens matériels sur 1 page A4 recto verticale au maximum en annexe. Le document devra mentionner en haut à gauche « **Mise en concurrence – Cercle scolaire de Grolley** », en haut à droite « **4.4.3 Planification des moyens – le mandataire** » et en bas à gauche « **Le nom du bureau pilote** ». Tous les autres documents reçus en supplément ne seront pas pris en considération.

- **Planning d'intention**

Les concurrents doivent remettre un planning d'intention selon le planning général intentionnel au point 5.1 pour tout le groupement (architecte, ingénieur civil spécialiste en structure porteuse, ingénieur électricien, ingénieur CV-MCR et ingénieur sanitaire) où il fera apparaître les étapes d'exécution du marché, selon la répartition des phases SIA 102 /103 /108, avec le nombre de personnes prévues par phase, sur 1 page A4 recto verticale au maximum. Le document devra mentionner en haut à gauche « **Mise en concurrence – Cercle scolaire de Grolley** », en haut à droite « **4.4.3 Planning d'intention** » et en bas à gauche « **Le nom du bureau pilote** ». Tous les autres documents reçus en supplément ne seront pas pris en considération.

4.4.4 Personnes clés

Le bureau pilote (architecte) doit présenter 2 personnes clés (développement de projet et direction des travaux). Les autres mandataires du groupement doivent présenter 1 personne clé (chef de projet). Chaque personne clé figurant dans l'organigramme général doit fournir une copie de son diplôme en annexe. L'architecte et l'ingénieur civil doivent fournir un justificatif témoignant de l'inscription au REG. Tous les autres documents reçus en supplément, à l'exception des fiches à dupliquer en cas de consortiums uniquement pour les ingénieurs, ne seront pas pris en considération.

4.4.5 Références

Le bureau pilote (architecte) doit fournir 2 références en remplissant toutes les données du formulaire ainsi que remettre une documentation spécifique par référence sur 1 page A4 recto verticale maximum en annexe. Les autres mandataires du groupement doivent fournir 1 référence en remplissant toutes les données du formulaire ainsi que remettre une documentation spécifique sur 1 page A4 recto verticale maximum en annexe. Le document annexe devra mentionner en haut à gauche « **Mise en concurrence – Cercle scolaire de Grolley** », en haut à droite « **4.4.5 Référence – le mandataire** » et en bas à gauche « **Le nom du bureau pilote** ». Tous les autres documents reçus en supplément, à l'exception des fiches à dupliquer en cas de consortiums uniquement pour les ingénieurs, ne seront pas pris en considération.

Chaque référence doit répondre aux caractéristiques suivantes :

- être en rapport avec le type de marché à exécuter en termes d'importance, de coûts et de complexité, selon le descriptif suivant :
 - les travaux consistent en un agrandissement en structure porteuse béton armée, juxtaposé à des équipements scolaires existants (salle de sport, salle de classe enfantine, AES)
 - bâtiment en activité durant les travaux, mesures à prendre pour la sécurité des utilisateurs (élèves et enseignants) lors du chantier
 - modification de la structure porteuse d'une salle de sport existante
 - réalisation d'un abri PC
 - respecter les standards Minergie P ou A pour les parties nouvelles et les parties transformées
 - assainissement technique d'un bâtiment scolaire existant
 - système de ventilation adaptée au nombre de personnes présentes pour une utilisation de la salle de sport comme espace polyvalent
- démontrer l'aptitude, les compétences et l'expérience nécessaires pour le marché à exécuter de 100% des parts du marché (selon prestations ordinaires SIA)
- refléter le même type d'organisation exigée pour le marché à exécuter
- être achevée depuis moins de 10 ans ou en cours d'exécution mais proche d'être achevée

4.4.6 Compréhension du problème

- **Analyse de la variante retenue dans le cadre de l'étude de faisabilité**

Les concurrents doivent présenter sous la forme de textes explicatifs et de schémas conceptuels, une analyse (fonctionnalités, contraintes architecturales et techniques, devis estimatif, ...) de la variante retenue dans le cadre de l'étude de faisabilité sur 1 page A3 recto au maximum au format horizontal en annexe. Ce document a pour but de porter à la connaissance de l'adjudicateur l'aptitude du concurrent à appréhender les enjeux fonctionnels architecturaux, techniques et financiers. Le document devra mentionner en haut à gauche « **Mise en concurrence – Cercle scolaire de Grolley** », en haut à droite « **4.4.6 Analyse de la variante retenue dans le cadre de l'étude de faisabilité** » et en bas à gauche « **Le nom du bureau pilote** ». Tous les autres documents reçus en supplément ne seront pas pris en considération.

- **Approche des difficultés principales**

Les concurrents doivent présenter, sous la forme de textes explicatifs et de schémas conceptuels, une approche des difficultés principales (étapes des travaux, site en activité, ...), des tâches considérées comme importantes par le concurrent ainsi que la façon de les appréhender, les principaux risques et opportunités durant les phases de projet, d'exécution et d'exploitation sur 1 page A3 recto au maximum au format horizontal en annexe. Ce document a pour but de porter à la connaissance de l'adjudicateur l'aptitude du concurrent à entreprendre et à exécuter le mandat du présent marché. Le document devra mentionner en haut à gauche « **Mise en concurrence – Cercle scolaire de Grolley** », en haut à droite « **4.4.6 Approche des difficultés principales** » et en bas à gauche « **Le nom du bureau pilote** ». Tous les autres documents reçus en supplément ne seront pas pris en considération.

4.4.7 Engagement sur l'honneur

Chaque membre du groupement (architecte, ingénieur civil, ingénieur électricien, ingénieur CV-MCR et ingénieur sanitaire) doit dûment remplir et signer le formulaire « Engagement sur l'honneur ».

4.4.8 Signatures

Chaque membre du groupement (architecte, ingénieur civil spécialiste en structure porteuse, ingénieur électricien, ingénieur CV-MCR et ingénieur sanitaire) doit signer la dernière page du dossier afin de confirmer qu'ils ont pris connaissance des différents éléments constituant le dossier de mise en concurrence, qu'ils jugent les données suffisamment complètes pour effectuer les prestations qui leur sont demandées et qu'ils acceptent sans aucune restriction les conditions mentionnées dans le dossier de mise en concurrence.

5. PROJET

5.1. PLANNING GÉNÉRAL INTENTIONNEL

Concernant la planification générale du projet, la commune de Grolley a effectué une projection des phases significatives de la phase d'études de mai 2020 au contrôle des coûts final en décembre 2023. Le calendrier sommaire intentionnel des étapes est le suivant :

- | | |
|---|--------------------------|
| - votation pour le crédit d'étude | mai 2020 |
| - début du mandat | juin 2020 |
| - fin avant-projet | octobre 2020 |
| - fin projet définitif | février 2021 |
| - votation pour le crédit de construction sur Devis général +/- 15% | avril 2021 |
| - lancement procédure de mise à l'enquête | mai 2021 |
| - octroi du permis de construire | octobre 2021 |
| - appels d'offres et soumissions | juin 2021 à février 2022 |
| - début du chantier | mars 2022 |
| - mise en service | août 2023 |
| - contrôle final des coûts | décembre 2023 |

Il s'agit d'indications prévisionnelles soumises aux décisions politiques à prendre par les autorités compétentes.

5.2. VARIANTE DU PROJET RETENU

Le projet de transformation, d'assainissement et d'agrandissement du cercle scolaire prévoit, dans le bâtiment existant, d'intervenir pour requalifier l'entrée du complexe avec un nouveau couvert d'entrée, en remplacement de l'ouvrage existant destiné à être démolé.

Une prolongation de la voie de fuite au 1^{er} étage, par la poursuite de la trémie d'escaliers fermés est prévue afin de conserver l'escalier principal ouvert. Un compartimentage des salles de classe enfantines est également exigé par l'autorité compétente AEAI au rez-inférieur. Une requalification des salles d'appuis, du bureau du responsable d'établissement et de la salle des maîtres est également prévue.

La salle de sport simple existante est transformée (façade Nord), en tenant compte de la juxtaposition d'une nouvelle salle de sport simple conforme aux dimensions actuelles (28 x 16 x 7 m), avec un local d'engins de 80 m². De part cette nouvelle adjonction, la partie vitrée de la salle existante est supprimée. Une intervention en toiture est prévue pour compenser cet éclairage naturel par du zénithal. Une paroi de séparation amovible est prévue entre les deux salles pour une polyvalence d'usage (type à définir dans l'avant-projet). Une intervention sur la structure porteuse est prévue et demeure un enjeu important de cette transformation.

Une réfection de l'enveloppe du bâtiment de la salle de sport est prévue et un assainissement de l'éclairage zénithal.

Une nouvelle salle de classe enfantine et un AES destiné à 38 enfants prennent place à l'Est de la salle de sport, le long du couloir d'accès à la nouvelle salle de sport.

Deux abris PC de 100 places sont prévus, en intégrant les vestiaires, avec des douches en dehors de la zone « rouge » de l'abri PC. Les sorties d'abri PC existantes sont prolongées au Nord.

Une nouvelle place d'entrée sera aménagée, avec un couvert pour 18 vélos, une zone de dépose pour les bus et un terrain tout-temps pour le sport extérieur.

Les interventions techniques sont décrites au point 2.6 du cahier des charges détaillé.

5.3. PROGRAMME DES LOCAUX

Le programme des nouveaux locaux ci-dessous, correspond à la variante retenue. Les surfaces et noms des locaux existants sont mentionnés dans l'étude de faisabilité. Les surfaces sont les suivantes :

Type de locaux		Nombre	Surface	Total	Remarques
Salle de sport simple polyvalente					
SUP	Salle de sport simple	1	448 m²	448 m²	dimensions : 16 x 28 x 7 m, en lien direct sur la grande longueur avec la salle existante. Paroi mobile de séparation entre les deux salles.
SUP	Local d'engins	1	80 m²	80 m²	
SUP	Vestiaire handicapé	1	12 m²	12 m²	doit être au rez-de-chaussée
SUP	Vestiaire enseignants / arbitre n°1	1	6 m²	6 m²	
SUP	Vestiaire enseignants / arbitre n°2	1	13 m²	13 m²	
SUP	Abri PC de 2x 100 places	2	110 m²	220 m²	réparti en 4 compartiments avec SAS de 5 m² utilisé comme vestiaires
SUP	Douches et WC	2	15 m²	30 m²	attenants à l'abri PC, hors zone de l'abri PC
Programme scolaire et parascolaire					
SUP	Salle de classe enfantine	1	96 m²	96 m²	Vestiaire hors de la salle de classes
SUS	WC handicapé	1	3 m²	3 m²	dimensions minimum : 1.65 m x 1.80
SUP	Espace de vie AES	1	126 m²	126 m²	38 enfants + 4 personnels à répartir avec sous-espaces. Vestiaires dans l'espace de dégagements
SUP	Cuisine pour AES	1	12 m²	12 m²	en lien direct avec AES
SUP	Bureau responsable AES	1	12 m²	12 m²	en lien direct avec AES
SUS	WC pour AES	1	17 m²	17 m²	6 wcs en lien direct avec AES
SUP	Local matériel extérieur	1	17 m²	17 m²	entrée depuis l'extérieur
Dégagements					
SD	Dégagements	1	121 m²	121 m²	y compris vestiaires
Technique					
SI	Local technique	1	58 m²	58 m²	Au sous-sol
Aménagements extérieurs					
SEP	Couvert extérieur	1	177 m²	177 m²	Élément de liaison entre ancien et le nouveau bâtiment
SEP	Place de sport extérieure	1	420 m²	420 m²	Dimensions : 28 x 15 m
SEP	Places vélos	18	-	-	couvertes
SEP	Stationnement bus	1	-	-	

6. DOCUMENTS REMIS

Les documents suivants seront à disposition des concurrents sur le site www.simap.ch :

- A. Cahier des charges détaillé (à retourner dûment rempli et signé)
 - 01. Analyse et étude de faisabilité par **ACARCHITECTES** alexandre clerc architectes, 01.07.2019
 - 02. Document de synthèse par **ACARCHITECTES** alexandre clerc architectes, 24.09.2019
 - 03. Variante retenue et devis estimatif par **ACARCHITECTES** alexandre clerc architectes, 24.09.2019
 - 04. Extrait du règlement communal d'urbanisme par la Commune de Grolley, mai 2018
 - 05. Plans de base par **ACARCHITECTES** alexandre clerc architectes
- B. Dossier de mise en concurrence en version PDF et formulaire (à retourner dûment rempli et signé)
 - B1. Honoraires (à retourner dûment rempli)